

Obama face aux républicains - Quels choix pour des socialistes? - Et le mouvement Occupy?

Depuis janvier 2012, les grands médias électroniques matraquent sur deux thèmes. 1° La bataille entre les divers candidats du Grand Old Party (GOP), c'est-à-dire les Républicains, dont le logo est un éléphant étoilé. Ce combat se terminera le 26 juin. Alors, la convention républicaine élira son candidat à la présidence des Etats-Unis. Pour l'instant, la lutte est confuse entre ces symboles réactionnaires que sont Mitt Romney, Rick Santorum, Newt Gingrich, sans oublier Ron Paul. 2° Quelles sont les chances du président démocrate Obama de remporter sa seconde élection ?

Mais quel est le principal personnage de cette mêlée électorale ? Les dizaines de millions de dollars qui commandent leurs campagnes publicitaires. Ces sommes gigantesques illustrent le fonctionnement des appareils politiques des deux partis. Prenons un seul exemple. En 2008, le candidat républicain John McCain avait dépensé au total 11 millions de dollars. Le lobby du milliardaire Romney a injecté plus de 15 millions de dollars, seulement en Floride, contre Newt Gingrich !

Le camp démocrate a dès lors posé la question : les 40 millions de dollars déjà réunis seront-ils suffisants ? Le stratège d'Obama, David Axelrod, a répondu : Non. Il a donc mis en place un super « comité d'action politique », appelé Super PAC en américain. Son appellation : *Priorities USA-Action*. Ces Super PAC sont des machines à laver des dizaines de millions de dollars pour diffuser de la publicité négative contre un candidat ou l'autre parti.

Ces campagnes « politiques » traduisent le mépris des dominants pour la majorité de la population. Cela ne les empêche pas de s'adresser à elle pour collecter du fric ; tout en comptant sur les millionnaires et les milliardaires pour remplir les caisses. Le fonctionnement des appareils électoraux des deux partis, leurs liens avec les grandes firmes indiquent qu'ils sont deux ailes d'un grand parti : celui de la classe dominante, de la *ruling class*.

Pauvreté : un record depuis 52 ans

Ce théâtre est bien éloigné de la vie quotidienne de la large majorité de la population. Plus de 46,3 millions d'Américains vivent sous le seuil de pauvreté ; un record depuis 52 ans. Ce seuil est fixé à 20'000 francs annuels pour une famille de 4 personnes ! L'économiste de Harvard Lawrence Katz affirme : « *Nous imaginons toujours ce pays comme celui où chaque génération vit mieux que la précédente, mais il est évident aujourd'hui que la famille moyenne s'en sort plus mal que dans les années 1990.* » Depuis 1999, les 10 % des familles les plus pauvres ont perdu encore 12,1 % de leurs revenus. Par contre, le 1 % le plus riche les a vu augmenter de 281 % de 1979 à 2007. La « grande crise » de 2007 à 2012 n'a pas freiné cette progression. Par contre, des millions de salarié-e-s ont perdu leur maison. Le quotidien *Le Temps* titrait, le

4 février 2012 : « *Les retraités qui venaient s'établir en Floride en masse se battent désormais pour survivre et travailler bien au-delà de 65 ans* ». Le 22 février 2012, Meredith Whitney, analyste connue, déclarait sur la chaîne TV financière CNBC : de plus en plus de salarié-e-s « *n'ont plus accès au crédit des banques et dépendent des usuriers au jour le jour* » pour acheter dans des magasins super low-cost, comme *Dollar Tree*... dont l'action a grimpé de 70 % en 2011. Un économiste, supporter d'Obama, Lawrence Mishel, soulignait qu'en décembre 2011 le nombre de chômeurs enregistrés dépassait de 9,7 millions le nombre d'emplois « offerts ». Sans parler de la qualité de ces emplois ni du salaire « offert ».

Sanctuariser le budget militaire

Dans cette situation, la Banque centrale (Fed) injecte massivement de l'argent, à très bas taux d'intérêt. Résultat : la spéculation boursière explose. Par contre, les investissements stagnent. Ce qui n'empêche pas Obama d'abaisser de 35 % à 28 % le taux maximal d'imposition des grandes firmes (*New York Times*, 22 février 2012).

En même temps, dans les villes, les Etats et à l'échelle fédérale, des coupes brutales sont opérées dans le système scolaire public, la santé, les maigres aides sociales. Une nouvelle vague de paupérisation frappe « les petits Blancs » et, encore plus, les Afro-Américains et les Latinos.

Par contre, le Pentagone verra, « au pire », son budget rester à hauteur de celui de 2007 (*New York Times*, 2 janvier 2012). Des milliers de firmes pourront ainsi continuer à tirer sur le biberon étatique, financé lui par les impôts des salarié-e-s.

Les socialistes et le mouvement social

C'est dans un tel contexte qu'a démarré le mouvement Occupy et que se développent des luttes – difficiles et réprimées par la police – contre la destruction du système scolaire public, pour le maintien de soins médicaux à la majorité de ceux et celles qui constituent « le 99 % », pour la défense des droits syndicaux...

Aux Etats-Unis, les véritables socialistes sont partie prenante, activement, des diverses luttes sociales. Ils sont attachés à assurer l'autonomie de ces mouvements face aux deux grands appareils politiques. Ils doivent démontrer la réalité de la pratique de l'administration Obama. Ses conséquences sont d'ailleurs tatouées sur la peau de dizaines de millions de salarié-e-s des secteurs privé et public.

Cette conférence-débat, avec Sherry Wolf, sera l'occasion d'initier un débat, qui se prolongera le vendredi 1^{er} et le samedi 2 juin, à Lausanne. ■